



HAL
open science

La République d'enfants au service d'une citoyenneté supranationale ? L'exemple des camps internationaux d'enfants victimes de la guerre (1948-1951)

Samuel Boussion

► To cite this version:

Samuel Boussion. La République d'enfants au service d'une citoyenneté supranationale ? L'exemple des camps internationaux d'enfants victimes de la guerre (1948-1951). Colloque What citizenship for what democracy ? Transnational Perspectives from the 19th to the 21th Century 2020, Institut Max Weber, Nov 2020, Paris (en ligne), France. hal-04117495

HAL Id: hal-04117495

<https://hal.science/hal-04117495>

Submitted on 5 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La République d'enfants au service d'une citoyenneté supranationale ?

L'exemple des camps internationaux d'enfants victimes de la guerre

(1948-1951)

Samuel BOUSSION, historien, maître de conférences en sciences de l'éducation,
IHTP UMR 8244 CNRS université Paris 8 Saint-Denis

L'éducation à la citoyenneté est redevenue une question vive dans nos sociétés contemporaines et depuis quelques années l'UNESCO elle-même en fait un de ses axes de travail ; l'éducation à la citoyenneté mondiale est ainsi à son agenda et figure au cœur de son programme jusqu'à l'horizon 2030, de même que la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation. Ces directions ne sont pas sans faire écho à l'immédiat après Seconde Guerre mondiale, quand l'UNESCO s'est saisie de la question de l'enfance victime de la guerre.

Une idée pédagogique est en effet réactivée dans différents pays, à l'occasion de l'ouverture de nouveaux lieux de placements nés des circonstances, qui ne soient ni des orphelinats, ni des maisons de correction, ni même des centres pour réfugiés : les « Républiques d'enfants »¹. Par-là, c'est toute une éducation à la citoyenneté en actes qui se déploie, dans laquelle les enfants auto-administrent en partie leur institution et font l'apprentissage de la citoyenneté et de la compréhension internationale. Cela se concrétise parfois par la simple vie communautaire quotidienne, dans laquelle se côtoient parfois des enfants de différentes nationalités, mais également par des rencontres internationales entre enfants de différentes « Républiques ». C'est ce que nous souhaitons aborder ici, dans un contexte éducatif délimité et une chronologie resserrée, permettant à la fois de ne pas voir l'éducation à la citoyenneté comme une notion « hors-sol » et de se projeter au-delà du strict cadre scolaire, non sans évoquer également les critiques contemporaines au modèle.

Les Républiques d'enfants, ouvertes pendant ou peu après la guerre, particulièrement en Italie, Suisse, France mais également Grèce, Hongrie, Allemagne, sont des communautés pédagogiques qui accueillent des enfants orphelins ou se retrouvant du fait du conflit brutalement séparés, et pour un temps indéterminé, de leurs parents et donc sans foyer. Certaines d'entre-elles se nomment « Républiques d'enfants » parce qu'elles sont administrées sous le régime du *selfgovernment* avec élection de gouvernements (« conseils fédéraux », « conseils municipaux » ou « syndicats »...), parfois aussi mise en place d'une police, d'un tribunal, d'une banque, d'une monnaie intérieure, de coopératives, d'un journal... Ainsi, au-delà des premiers secours, il s'agit de trouver la meilleure forme d'accueil et le modèle éducatif susceptible de rééduquer les enfants victimes de la guerre, d'opérer une déprise de la guerre, voire de les décontaminer des idées totalitaires, de forger les futurs citoyens d'un monde que l'on souhaite pacifié. Et malgré les drames qu'ils ont vécus, on espère alors que les enfants de la guerre non seulement sauront pardonner aux adultes d'hier mais aussi que l'on réussira à leur inculquer le sens de la compréhension internationale que les générations antérieures ont échoué à mettre en place.

Dans ce contexte, en 1949, la Fédération internationale des communautés d'enfants (FICE), qui a été créée un an plus tôt sous l'égide de l'UNESCO pour fédérer villages et républiques d'enfants, institue un « camp international d'enfants ». Cette idée apparaît comme un moyen de rééquilibrer les enfants victimes de la guerre qui ont été soumis aux craintes et aux haines nationales et raciales, et qui doivent reconstruire un nouveau monde. Si ces aptitudes sont développées dans chacune de ces unités, il semble temps de provoquer également des échanges entre enfants de communautés

¹ Samuel BOUSSION, Mathias GARDET, Martine RUCHAT, *L'internationale des républiques d'enfants 1939-1955*, Paris, éd. Anamosa, 2020.

d'enfants différentes. Le premier se déroule à la République d'enfants de Moulin-Vieux, dans le Vercors, et s'il est investi de beaucoup d'espoir, sa réalisation s'avère parfois difficile et ne fait que renforcer les dissensions autour du modèle du *selfgovernment*. Pour autant, une seconde version est tentée l'année suivante au Luxembourg, à Esch-sur-Alzette, qui tente de prendre le contrepied de la première édition, tout du moins d'en tirer des enseignements, avant une troisième en 1951, cette fois en catimini, en Allemagne.

Je me propose d'évoquer dans un premier temps la façon dont se constituent les Républiques d'enfants au sortir de la guerre, dans lesquelles la fabrication de nouveaux citoyens devient un outil de rééducation, et comment elles vont finir par faire réseau sous l'égide de l'UNESCO. Celle-ci s'est donnée pour mission d'encourager la reconstruction, notamment par une éducation à la citoyenneté en actes, et la diffusion d'un esprit de compréhension internationale. L'organisation relaiera largement les deux premiers camps internationaux d'enfants, vus comme les nouveaux déploiements de cette utopie supranationale, quitte à en effacer quelques aspérités. Enfin, l'optimisme et l'enthousiasme initiaux semblent très rapidement amoindris ; le bilan est en effet mitigé et ne fait que renforcer les dissensions autour du modèle du *selfgovernment*.

Cette contribution, qui souhaite questionner tout à la fois le modèle de la République d'enfants et les différentes formes d'éducation à la citoyenneté qui y sont déclinées, dans une perspective transnationale, s'appuiera sur les archives de l'UNESCO ainsi que celles du psychiatre Robert Préaut, lui-même directeur d'une République d'enfants dans l'Oise et premier président de la FICE². Au cœur de ces archives, on retrouve notamment des documents sur la mise en place des premiers camps internationaux d'enfants comme des récits d'expériences des jeunes présents dans ces camps, ainsi que des prises de position sur la question de l'éducation à la citoyenneté.

Les républiques d'enfants ou la reconstruction par une nouvelle citoyenneté

Au centre du projet des Républiques d'enfants, parti d'une vaste constellation qu'est celle des « villages d'enfants » de l'immédiat après-guerre pour venir en aide aux enfants sans foyer du fait de la guerre, figure en bonne place une éducation par laquelle ces enfants doivent apprendre à devenir des « citoyens ». L'idée n'est pas nouvelle et s'arrime à de glorieux précédents pour garçons placés en milieu extra-scolaire afin de fabriquer de petits « citoyens utiles au pays » (probes, travailleurs, prévoyants). Les influences viennent en effet des Etats-Unis, sur un modèle libéral, à la George Junior Republic, créée en Pennsylvanie en 1895 par le philanthrope William Reuben George, à Boys Town, fondée en 1917 à Omaha, dans le Nebraska, par le père Edward J. Flanagan, ou encore au Children's Village, fondé dans les années 1920 à Dobbs Ferry près de New York. Mais elles puisent également leur inspiration d'expériences libertaires, de villages d'enfants d'inspiration socialiste tels que les camps éphémères des Faucons rouges, d'autres implantés de façon plus durable en Palestine dans l'entre-deux-guerres dans une optique sioniste³, ou encore la République des enfants pour orphelins juifs de Varsovie créée par Janusz Korczak voire celles, plus autoritaires, fondées par Anton Makarenko en Union soviétique⁴.

Ce qui rassemble ces Républiques d'enfants de l'après-guerre est qu'elles reçoivent des enfants « victimes de la guerre » et non seulement de jeunes délinquants ou « pré-délinquants », même si ces catégories sont poreuses et que l'on y retrouve surtout des enfants des classes populaires. Mais en sortie de guerre, ces institutions sont parfois très différentes les unes des autres, certaines accueillent par exemple des garçons et également des filles, d'autres des enfants plus âgés, d'autres encore des enfants dits « déficients ». Ce qui est tout aussi remarquable est qu'elles présentent de nombreux points communs alors même qu'elles ont été fondées sans concertation aux quatre coins

² Ces archives, qui ont été sauvées par une ancienne psychologue du Hameau-école de l'Île-de-France, Monique Bauer, sont actuellement conservées en partie à l'université Paris 8 Saint-Denis.

³ Laurent FEDI, Wolfman YAFFA, « Kfar-Yeladim ou le village des enfants : l'expérience pionnière de Pougatchev en Eretz-Israël, vue par Joseph Kessel (1926) », *Le Télémaque*, 2, 2007, 137-148.

⁴ Éric AUNOBLE, « S'éduquer à part pour mieux s'intégrer ? Les communes pédagogiques en Ukraine soviétique (1920-1924) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, 7, 2005, 201-227.

de l'Europe. À commencer par la responsabilité collective qui repose entre les mains des enfants, sous la forme de charges électives et de nombreuses activités exercées par les enfants eux-mêmes. Ainsi, à la Scuola-Citta de Civitavecchia, près de Rome, en Italie, un maire est élu après une campagne de propagande, à bulletin secret et à majorité absolue pour trois mois, tandis qu'un juge est plébiscité chaque mois et un code pénal est établi par l'assemblée. Également, un banquier contrôle l'émission et la circulation d'une monnaie appelée « Mérite » qui rétribue les charges publiques et toutes les activités manuelles et scolaires. Une boutique permet d'acheter avec les « Mérites » différents articles, jeux et gourmandises. Les enfants contribuent également avec une quote-part de « Mérites » à leur nourriture, au logement et à leurs vêtements⁵.

Dans ces configurations, les enfants sont des « citoyens » et non plus seulement des enfants placés. Le Hameau-école de Longueil-Annel, ouvert en 1946, est administré par un maire et ses conseillers, élus par et parmi les jeunes. Une Constitution est rédigée et un statut de citoyen est accordé aux jeunes. Ces derniers y accèdent sous certaines conditions : avoir séjourné trois mois au moins dans l'institution, pouvoir énoncer trois épreuves d'une action favorable à l'honneur du Hameau, garantir propreté, bonne tenue en ville, bon esprit, actions constructives, bonne humeur et allant. Une promesse renouvelable tous les deux mois permet l'accession au statut de citoyen : « Je m'engage sur l'honneur à m'efforcer de tenir cette promesse. Je respecterai la constitution du Hameau et ses lois. Je défendrai le faible et j'aiderai le malheureux. Je combattrai de toutes mes forces pour la réputation d'Annel. »⁶ Au titre de citoyen est attachée l'éligibilité, mais aussi l'attribution de concessions, charges achetées par les jeunes aux enchères et permettant d'en faire commerce. À Civitavecchia comme au Hameau-école et d'autres Républiques d'enfants, il s'agit d'une éducation qui se veut moderne, en ce qu'elle subordonne l'individu et ses intérêts à la communauté et à ceux de la société, passant notamment par un apprentissage de la responsabilité. Les enfants sont ainsi appelés à contribuer au progrès de la société en même temps qu'à leur propre développement, le village d'enfants se donnant pour sa part l'objectif de former « des hommes honnêtes et de bons citoyens, prêts à servir leur propre patrie et le monde entier »⁷.

C'est dans ce contexte que certaines des Républiques d'enfants ont pu y inclure *de facto* une éducation à la compréhension internationale car elles accueillent elles-mêmes des enfants de diverses nationalités. Des suites de la guerre et des persécutions, des millions d'enfants ont été déplacés en Europe, jamais considérés comme maîtres de leur destin et en ce sens le plus souvent pris en charge par des organisations humanitaires et pédagogiques⁸. Par exemple Moulin Vieux, fondée en 1946, regroupe des enfants de la guerre éloignés de leurs parents ou sans famille et parmi eux quelques petits Espagnols depuis que les fondateurs, Henri et Henriette Julien, ont secouru des enfants de *la Retirada*. C'est également le cas dans deux autres institutions installées en France figurant dans les premiers cercles des Républiques d'enfants en 1948-1949 : le Home d'enfants espagnols de Pringy⁹, dans les Alpes et le Mas de la Coume¹⁰, dans les Pyrénées orientales. On pourrait également mentionner des villages d'enfants en Allemagne dans lesquels se croisent nombre d'enfants de différents pays : Ukrainiens déportés pour participer à l'économie de guerre, Baltes évacués lors de l'avancée de l'Armée rouge, Polonais expulsés pour permettre l'installation de « colons de race germanique »...

Surtout, un village d'enfants retient l'attention par son caractère international : le Village d'enfants Pestalozzi, ouvert en 1946 en Suisse allemande, à Trogen. Non seulement ce village installé dans un pays resté immaculé fonctionne lui-aussi en partie sur le *selfgovernment* des enfants,

⁵ Samuel BOUSSION et al., *op. cit.*, p. 88.

⁶ Constitution du Hameau-école de l'Île de France, janvier 1948 (archives Préaut).

⁷ Communication d'Antonio Rivolta, conférence des directeurs de villages d'enfants, juillet 1948 (archives UNESCO, 371.95 A 06 (494) "48" : Child handicapped meeting 1948).

⁸ Mathias GARDET, « Introduction », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »*, 15, 2013, p. 15-21. Dans le même numéro, voir également : Tara ZAHRA, « Les enfants perdus », p. 23-74.

⁹ Samuel BOUSSION, Mathias GARDET, « Les enfants de la Retirada. Moulin-Vieux et le Home pour enfants espagnols de Pringy », colloque *Enfants sans famille dans les guerres du XX^e siècle*, Archives nationales, novembre 2019.

¹⁰ « Les communautés d'enfants internationales en France », *Les Cahiers du Musée social*, 1950, p. 182-183.

mais il se propose d'incarner une petite-Europe, voire un village-monde, comme commencent à le surnommer les journalistes, où chaque maison abrite les enfants d'une nation détruite par la guerre : celles des petits Français, des petits Polonais, des petits Hongrois, des petits Tchécoslovaques, des petits Grecs et même des anciens ennemis aujourd'hui vaincus, celle des petits Allemands, des petits Autrichiens, des petits Italiens. L'idée est d'y créer une communauté supranationale avec des maisons qui réunissent chacune des enfants d'un pays, respectant chacune leur propre culture et leurs spécificités tout en s'intégrant dans une culture nationale d'accueil, la Suisse, et une langue, l'allemand. En somme, des Nations-Unies en miniature où flottent de concert les drapeaux d'une Europe tournant le dos à ses déchirures et où tous les enfants se tiendraient par la main. *La Ronde autour du monde* inspirée de Paul Fort, déjà utilisée par le BIE (Bureau international d'éducation) dans l'entre-deux-guerres sera déclinée à plusieurs reprises dans le réseau des communautés d'enfants.

Ce processus culmine à partir de 1948, alors que les communautés d'enfants d'Europe font réseau et constituent la FICE. Celle-ci a été initiée par l'UNESCO qui a provoqué une conférence des directeurs de villages d'enfants sur le lieu même du village Pestalozzi de Trogen en juillet 1948. Le modèle est interrogé par une trentaine d'experts, même si à l'issue des travaux les questions ne manquent pas : l'autonomie et la liberté laissées aux enfants, notamment la place laissée aux adultes, de même que le caractère collectif de ces institutions au regard de l'individualité des enfants. La question du caractère international des villages – même si cela semble être pour le moment réservé à Trogen – semble problématique parce que les enfants, appelés à rentrer par la suite dans leur pays, seront comme des étrangers.

Le premier camp international d'enfants ou la compréhension internationale par le contact, Moulin-Vieux été 1949

À l'issue de la conférence internationale de juillet 1948, l'une des tâches primordiales que se donne la FICE consiste à organiser des manifestations afin d'établir une coopération entre les communautés d'enfants de différentes nations. Ces échanges sont déclinés sous plusieurs formes. Le secrétariat de la FICE envisage par exemple de centraliser une documentation sur chaque communauté d'enfants sous forme de photos, films d'amateurs, journaux de communauté, chansons, etc., appelée à être diffusée aux autres communautés. Et puis, il est décidé d'organiser en lien avec l'UNESCO un stage international d'éducateurs, qui se déroulera en juillet 1949 au Hameau-école de Longueil-Annel. Les membres de la FICE s'orientent également vers la création d'un journal international de jeunesse et souhaitent tenter l'expérience d'une langue internationale pour que les enfants des différentes communautés se comprennent et échangent¹¹. Au printemps 1949, le jeune maire de seize ans du Children's Village de Dobbs Ferry, dans l'État de New-York, effectue une tournée en Europe, visitant les Républiques d'enfants en Suisse, Allemagne, France, Italie¹². Enfin, il est question très rapidement d'organiser une « conférence internationale d'enfants », sous la forme d'un camp d'été dans une des communautés d'enfants. En effet, si compréhension et coopération internationales sont développées dans chacune de ces unités que sont les communautés d'enfants, si directeurs et éducateurs ont pu se retrouver au sein de la FICE, il semble temps de provoquer également des échanges entre enfants.

Le premier camp international se déroule en août 1949 au sein de la République d'enfants de Moulin-Vieux. L'un des avantages de cette dernière est d'être située dans les montagnes, pouvant ainsi contribuer à la santé des orphelins de guerre qui y sont invités. Surtout, ce « camp-conférence » comme il est initié par son couple de directeurs, Henriette et Henri Julien, doit contribuer à forger des échanges entre communautés, d'initier certains enfants triés sur le volet des communautés européennes à une vie internationale, faire une expérience d'éducation *in situ* en somme, dans le

¹¹ Comité de direction de la FICE, 21 juin 1949 (archives UNESCO, 370.185 A 01 IFCC/106).

¹² Samuel BOUSSION, « Le Children's Village de Dobbs Ferry raconté aux Européens. Trois regards sur un village d'enfants aux Etats-Unis à l'heure du *soft power* 1948-1950 », *Carnet Hypothèses L'internationale des républiques d'enfants 1939-1954* (<https://repenf.hypotheses.org/category/arret-sur-images/le-childrens-village-de-dobbs-ferry>).

cadre de ce qui constitue le quotidien de la République d'enfants. Ainsi, cet événement, qui sert de vitrine à l'international pour la FICE comme pour l'UNESCO qui l'organisent, doit permettre à des enfants de diverses communautés d'éprouver, pendant un mois, par une vie en commun, le fait qu'il existe dans d'autres pays des enfants placés dans les mêmes conditions et vivant la même situation qu'eux. Ce doit être également l'occasion de faire tomber les complexes d'infériorité qui hantent parfois ces enfants et leur redonner confiance. Enfin, ce serait pour la première fois une expérience de vie internationale, susceptible d'être le démarrage de l'éducation de « citoyens du monde ».

Mais on discerne également toute une mise en scène pour faire accroire à un camp d'enfants qui serait fait *par* et *pour* les enfants. Dès février 1949, en amont du camp de Moulin-Vieux, la voix est donnée aux enfants de Moulin-Vieux, qui ont ainsi rédigé leur conception du camp à venir, au fil d'une langue qui a conservé son ton enfantin, présentant le camp comme leur projet : « Jusqu'à présent, il n'y a eu que des conférences et des réunions de grandes personnes. Les adultes seuls ont le privilège d'exprimer leurs opinions sur les problèmes de l'éducation de l'enfance. » Cette fois, il s'agit d'établir des contacts entre enfants et adolescents de différents pays pour discuter de problèmes d'avenir. Pour ce faire, les enfants de Moulin-Vieux accueilleront pendant un mois les enfants choisis dans les autres communautés pour que ceux-ci y vivent la vie de la République d'enfants ; si le Syndicat de Moulin-Vieux, qui fait office de gouvernement, s'engage à prendre en charge la direction du camp la première semaine, les autres enfants parmi ceux qui se seront révélés de bons organisateurs seront appelés à prendre la relève et à organiser ensuite la vie collective.

Fin août 1949, quand le camp s'achève au moment où les « internationaux » quittent Moulin-Vieux, l'expérience a l'air d'avoir été un réel succès. Dans les documents officiels sont loués par exemple les amitiés qui se sont créées et les beaux souvenirs emportés par les invités. Les moyens de diffusion de l'UNESCO mettent en scène la compréhension internationale et la solidarité entre enfants. En octobre 1949, un numéro d'*Impetus*, présente, photos à l'appui, les grands moments du camp, depuis la préparation par les enfants de Moulin-Vieux à la réception par le directeur général de l'UNESCO à Paris, en passant par les excursions en montagne ou les danses. Les visages des jeunes de Moulin-Vieux comme ceux des invités sont radieux et même les moments de doute sont présentés positivement, comme des expériences de l'exercice des responsabilités.

Pour autant, si l'expérience s'avère pleine de promesses, si les enfants de plusieurs communautés sont au rendez-vous, à bien y regarder, l'enthousiasme a vite cédé le pas à la déception, loin de l'image d'Épinal d'une concorde juvénile internationale. Outre la cartographie restreinte des communautés d'enfants représentées, dans laquelle on ne trouve par exemple aucun représentant des pays de l'est, plusieurs problèmes de cohabitation illustrent un décalage important entre les enfants de Moulin-Vieux, nommés rapidement les « enfants de la République », et les « Internationaux », qui pendant un temps ne se croiseront qu'à l'occasion de certains repas et le soir, à l'heure de chanter et danser tous ensemble. Les seconds sont d'abord nettement plus âgés que les premiers, et puis en dehors des enfants belges, peu de nouveaux arrivants parlent le français. Plus encore, beaucoup parmi les invités ne viennent pas d'une République d'enfants mais d'écoles ou institutions dans lesquelles ils ne sont que partiellement internes, certains même venant de familles bourgeoises, habitués au *leadership*, contrastant avec les petits orphelins de Moulin-Vieux, qui seraient en constante insécurité¹³. Aussi, ils ne savaient visiblement pas l'engagement que pouvait constituer au quotidien la vie en République d'enfants et il aurait fallu « qu'ils connussent le mode de vie auquel on les invitait à prendre part, soit pour l'avoir pratiqué eux-mêmes, soit par contact répétés avec la République. »¹⁴ Les jeunes invités évaluent rétrospectivement, au fil de courriers, les pratiques de leurs hôtes avec beaucoup de scepticisme, un jeune Anglais les estimant par exemple peu compatibles avec ses propres conceptions :

¹³ Rapport de Glenys Jones, 6 août 1949 (archives UNESCO, 370.185 A 01 IFFC/075 (44) "49" International Federation of Children Communities, Camp 1949, France).

¹⁴ Rapport de Maurice Dubois, 26 septembre 1949 (archives UNESCO, 370.185 A 01 IFFC/075 (44) "49" International Federation of Children Communities, Camp 1949, France).

Mais je ne suis pas d'accord avec le collectivisme. Je crois qu'une vie communale, telle que celle des enfants de la République, réduit l'individualisme qui est essentiel pour tout enfant qui doit devenir mentalement actif. Je crois que la République est maintenant la seule vie possible pour ces enfants, mais je ne pourrais jamais l'accepter pour moi-même. Les enfants de la République sont fiers de leur façon de vivre et naturellement étaient blessés quand nous ne l'avons pas adopté avec enthousiasme, mais je n'étais pas d'accord avec leur vie communale et mon impression était que la République était fautive et entièrement dominée par les adultes.¹⁵

Ainsi sont posés les enjeux qui dépassent le cadre du camp de Moulin-Vieux pour concerner le modèle même de la « République d'enfants » et ses possibilités d'incarner la compréhension internationale. A la FICE et à l'UNESCO, au moment de dresser le bilan du camp international, deux conceptions s'opposent¹⁶. D'un côté, une vision selon laquelle les dysfonctionnements du camp auraient reposé sur l'organisation même de Moulin-Vieux : « Les enfants de Moulin-Vieux forment une communauté fermée qui n'admet que très difficilement la pénétration d'étrangers », pour Bernard Drzewieski, le chef du département de la reconstruction à l'UNESCO. Le modèle de la République d'enfants de Moulin-Vieux est questionné en profondeur, dévoilant une question politique. Si la critique des internats d'enfants en tant qu'isolats sociaux ne préparant pas les jeunes à la citoyenneté et à leur vie sociale future n'est somme toute pas nouvelle, elle met ici également en jeu la capacité de la communauté d'enfants à être ouverte sur le monde et ainsi à participer à ce que l'UNESCO tend à mettre de plus en plus en avant : la compréhension internationale. De l'autre, pour Henri Julien, directeur de Moulin-Vieux, qui défend ses enfants qui ont « tout préparé de leurs mains », pour mieux stigmatiser en retour l'impossibilité des internationaux à s'adapter aux règles de vie de cette République d'enfants, la compréhension internationale ne se proclame pas, elle se vit¹⁷ :

Il y a certainement un malentendu sur les mots. Je ne sais ce que signifie ailleurs compréhension internationale. Chez nous, elle signifie : se tuer pendant une expérience de République internationale d'enfants, lutter contre les difficultés, les circonstances, les incompréhensions inévitables ou provoqués puis, la lutte finie, c'est encore reprendre l'affaire pour la bien finir.

C'est prendre, maintenant chez nous : deux enfants orphelins italiens, deux enfants allemands, un enfant anglais (participant au camp). Ces enfants venant droit de leur pays. Cela pour un temps indéterminé. Cela malgré une indigence financière notoire. Nos enfants partageront leur pain. Sur lequel il y aura quand même du beurre et nous ne perdons pas trop de temps en polémiques inutiles.

Est-ce de la compréhension, oui ou non ?

La citoyenneté internationale entre replis et dilution de l'esprit initial

À ce moment précis, des réserves sur la philosophie et les principes pédagogiques en vigueur dans de nombreux villages d'enfants trouvent à s'exprimer, y compris dans des milieux professionnels et académiques les ayant soutenus au départ. En effet, il leur est reproché assez généralement leur caractère artificiel, comme le laisse entendre Henri Wallon en 1949¹⁸ :

Dans une communauté d'enfants le groupe est une réalité spontanée, inévitable et dont il faut savoir user. C'est l'antichambre de la société dans laquelle il aura à placer son existence et son activité. Mais il ne faut pas mésuser du groupe par des imitations maladroites soit de la famille absente, soit de la société elle-même dont les institutions ont été parfois transposées hors de propos et de façon factice dans les communautés d'enfants. Car ils aperçoivent bien vite les limites pratiques de ces artifices et s'ils s'y plient c'est au prix de leur naturel et de leur sincérité.

¹⁵ Lettre d'un participant, s. d. (archives UNESCO, 370.185 A 01 IFFC/075 (44) "49" International Federation of Children Communities, Camp 1949, France).

¹⁶ Assemblée générale de la FICE, 12 octobre 1949 (archives UNESCO, 370.185 A 01 IFFC/075 (44) "49" International Federation of Children Communities, Camp 1949, France).

¹⁷ Lettre d'Henri Julien à Bernard Drzewieski, 4 novembre 1949 (archives UNESCO, 370.185 A 01 IFFC/075 (44) "49" International Federation of Children Communities, Camp 1949, France).

¹⁸ Henri WALLON, « Avertissement », *Enfance*, 5, 1949, p. 374.

S'ensuivent également, sous la plume de divers autres pédagogues, toute une série de réserves face à ce qui pourrait être considéré comme un simulacre ne préparant en rien à la réinsertion sociale, voire même produisant des « inadaptés » selon la terminologie de cette période ; les « monnaies de singe » en guise de monnaies intérieures ou encore l'instauration de tribunaux, dans lesquels « les enfants se comportent en juges terribles »¹⁹. Et puis, dans l'ensemble, ces communautés d'enfants seraient trop fermées sur elles-mêmes, paraissant de l'extérieur à des « châteaux-forts » ou des « nids d'aigles »²⁰, expression qui certes rappelle la guerre mais également la République d'enfants de Moulin-Vieux, perchée sur sa montagne. Le jeune Roland, venu au camp international de 1949 depuis le Hameau-école de Longueil-Annel, voit pour sa part Moulin-Vieux comme une « dictature » - il pèse ses mots car il le souligne deux fois -, non pas que les enfants aient l'air malheureux, mais « parce [qu'ils] travaillent du matin au soir, qu'ils n'ont ni sorties, ni théâtre, très très peu de films. Ils n'ont aucune communication avec le monde extérieur. Lorsque ces élèves sortiront de là, car ils ne peuvent pas y rester éternellement, ils n'auront pas de pratique, ils seront déroutés par la vie d'un pays entier. Ils ne peuvent pas participer par leur exemple à la Paix du monde, pourquoi ? Parce que si nous formions chacun un petit groupe et que nous restions comme eux isolés du reste du monde, la compréhension deviendrait alors impossible. »²¹

Pourtant, dès 1950, le camp suivant est déjà sur les rails. La FICE semble voir encore plus grand tout en prenant consciencieusement le contre-pied du précédent. Il aura lieu au Luxembourg, le plaçant donc au centre de l'Europe, dans un pays qui souhaite alors réintégrer le concert des nations occidentales, tandis que le principe de neutralité a été supprimé de la Constitution en 1948. Et si le camp de 1949 s'appuyait sur une communauté d'enfants parmi les plus emblématiques, il s'agit ici plutôt d'une affaire promotionnelle afin de lancer sur place une véritable communauté d'enfants, régie par des méthodes d'éducation nouvelle. Le lieu choisi est également représentatif de la nouvelle orientation. Il se déroule en effet au château de Sanem, à Esch-sur-Alzette, qui constitue davantage qu'un décor mais doit guider également l'esprit du camp : finie la vie de camp avec ses baraques en pleine nature, la rusticité partagée de la vie collective en montagne, comme à Moulin-Vieux, désormais c'est la vie de château pour les orphelins de la guerre, en plein cœur de l'Europe à reconstruire.

D'autres aménagements marquent une rupture avec le camp précédent. La place des adultes est ainsi réévaluée et au *selfgovernment* intégral des premiers jours de Moulin-Vieux succède un régime d'activités encadrées par une équipe technique composée d'adultes expérimentés. Celle-ci est articulée autour d'Ernst Jablonski, dit Jouhy, éducateur allemand, polyglotte, pédagogue de l'OSE (Œuvre de secours aux enfants) et alors directeur de l'Institut médico-pédagogique de La Forge près de Paris, qui a également, entre autres, une expérience en matière d'éducation à la compréhension internationale puisqu'il a dirigé en 1937 un camp international de trois cents jeunes environ, lors de l'Exposition internationale de Paris pour la Communauté universelle des jeunes pour la Paix de la SDN. Cette équipe a également en charge la préparation en amont des jeunes participants, les conviant à La Forge quelques jours avant le démarrage officiel du camp.

Aucun récit ni compte rendu ne révèlent de tension entre enfants des communautés, ni de conflit autour du *selfgovernment* comme ce fut le cas à Moulin-Vieux. Il faut dire que là, pour ne pas laisser de place à l'improvisation ni trop de liberté aux jeunes, des activités proposées à l'avance servent de fil conducteur : veillées, excursions, organisation d'une fête de fin de camp, activités d'ordre culturel (art dramatique, art folklorique, chant, danses, etc.), rédaction d'un journal mural, travaux matériels. Un groupe travaille plus spécifiquement à la réfection d'une salle du château. Celle-ci est devenue le site hautement symbolique d'un esprit international qui « monte » : les jeunes de ce groupe ont peint la vieille cheminée en couleurs, orné les murs de panneaux représentant différents types nationaux et ont même fabriqué une table décorée des drapeaux et blasons de

¹⁹ Alfred BRAUNER, « Méthodes factices en maison d'enfants », *Enfance*, 5, 1950, p. 418.

²⁰ *Ibid.*, p. 422.

²¹ Lettre de Roland, s. d. (archives UNESCO, 370.185 A 01 IFFC/075 (44) "49" International Federation of Children Communities, Camp 1949, France).

chacun de leur pays. Les enfants ont également formé une Commission technique, pour le service de nettoyage des tables et de lessive, et une Commission du programme pour établir les activités et les horaires. Ces deux commissions forment un Comité d'administration, composé d'un représentant de chaque groupe de travail. La vie du camp s'égrène sans accroc autour de ce *selfgovernment* des enfants, comme le relate Bernard Drzewieski dans son rapport de visite²². Les enseignements sont positifs et sont loués à la fois la démonstration de l'esprit de l'éducation nouvelle et la possibilité d'avoir constitué une communauté internationale, sans fractionnement entre jeunes de différentes nations. Mieux même, les jeunes, qui ont constitué pendant le camp du Luxembourg un secrétariat technique international, s'engagent à prendre en charge celui de l'année suivante.

À y regarder de plus près, cet élan marque à la fois un changement d'optique et la fin des camps internationaux. La FICE souhaite désormais former des responsables pour encadrer les camps, souhaitant que les jeunes participent à la préparation et à l'encadrement²³. Les camps seront désormais, selon ce rapport, des « stages d'entraînement des jeunes aux méthodes de l'éducation nouvelle, parce qu'il n'y a pas de communautés et pas d'éducation nouvelle sans noyaux de jeunes enthousiastes, actifs et techniquement préparés »²⁴. Le camp doit être un moment qui fait émerger des *leaders* parmi les jeunes. En janvier 1951, des jeunes de communautés d'enfants de France, d'Italie et d'Allemagne ayant participé au camp du Luxembourg se retrouvent à la Cité de l'Enfance de Marcinelle, sous la direction de Jouhy, dans l'optique de mieux se préparer au suivant. Le troisième et dernier camp international de la FICE se déroule en Allemagne, à l'Institut pédagogique de Jugenheim, près de Darmstadt, au château de Heiligenberg, du 7 août au 4 septembre 1951. S'il groupe près d'une soixantaine de jeunes venant de différentes communautés d'enfants de France, d'Allemagne, des Pays-Bas et d'Italie surtout, comme les autres camps il échoue à élargir son audience en direction d'autres pays, notamment les démocraties populaires, tandis que si on y trouve des jeunes de communautés d'enfants du premier cercle, le camp s'est également ouvert aux « écoles progressistes ». L'UNESCO elle-même semble tenue à l'écart de ce qui fera désormais figure d'événement sans lendemain.

Dernière expérience du genre, ce camp entérine les changements de l'UNESCO et de la FICE en matière d'éducation à la citoyenneté. La première, promotrice et soutien indéfectible des premières Républiques d'enfants, s'en désintéresse progressivement dès le début des années 1950, au profit d'autres politiques pédagogiques internationales, comme l'éducation de base, tandis que l'accent est mis sur d'autres types de rassemblements internationaux de jeunes, à l'instar du Summer camp organisé par le Children's International Summer Villages (CISV) à Cincinnati à l'été 1951. Au sein de la FICE, les seules rencontres internationales se poursuivant sont celles des éducateurs. Mais le terme même de « communautés d'enfants » a largement supplanté celui de « Républiques » et surtout, les critères d'admission sont abaissés afin de laisser davantage d'institutions de placements d'enfants pouvoir y entrer. Mais c'est le plus souvent au détriment des principes de *selfgovernment*, par exemple la section française de la FICE accueille désormais « toutes les collectivités permanentes d'enfants ». L'organisation s'est bien étendue géographiquement, par exemple vers l'Allemagne ou un peu plus tard Israël, mais en s'appuyant désormais sur des comités nationaux, ce qui a pour effet d'amoinrir l'internationalisme initial. Aussi, la parenthèse des enfants victimes de la guerre semble se refermer en ce début de décennie 1950, ceux-là ont du reste bien grandi et ont laissé la place aux jeunes « inadaptés », désormais pris en charge au sein des systèmes de protection sociale nationaux, signifiant la fin de ces échanges internationaux de jeunes des communautés d'enfants.

²² Rapport de visite de Bernard Drzewieski, 17-20 août 1950 (archives UNESCO, 370.185 A 01 IFFC/075 (435.9) "50" International Federation of Children Communities, Camp 1950, Luxembourg).

²³ Comité de direction de la FICE, 23 novembre 1950 (archives UNESCO, 370.185 A 01 IFCC/106).

²⁴ Rapport de visite de Bernard Drzewieski, 17-20 août 1950 (archives UNESCO, 370.185 A 01 IFFC/075 (435.9) "50" International Federation of Children Communities, Camp 1950, Luxembourg).